

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2025

Auteure : Hélène Blake

Novembre 2025



Source: Banque d'image Pexels

Méthodologie de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

- Un **historique de 45 ans** : une enquête réalisée depuis 1978
- Une **enquête en ligne**, trois fois par an (janvier, juin, sept-octobre) auprès d'un échantillon de 3 000 individus résidant sur tout le territoire (France métropolitaine, Corse et DOM-TOM) âgés de 15 ans et plus. Les vagues avant 2015 étaient menées en face-à-face sur un échantillon de 2000 personnes et sur un champ plus restreint : les individus de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine, hors Corse
- 3014 personnes interrogées du **17 décembre 2024 au 15 janvier 2025**, juste après la nomination de François Bayrou au poste de 1^{er} ministre (13 décembre 2024) et avant le vote du budget et l'intronisation de Donald Trump (20 janvier)

L'ADEME participe depuis l'année 2020 à l'enquête Conditions de vie et aspirations, en insérant des questions relatives à l'action publique, le consentement à l'impôt et la fiscalité environnementale. Cette 6^{ème} édition du baromètre « Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale » présente les questions relatives à l'environnement, issues du questionnaire du CREDOC ou posées à la demande de l'ADEME

Objectifs de l'étude

- Ce document présente, dans le cadre du dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC, les résultats des questions insérées par l'ADEME ou le CREDOC relatives à l'environnement.
- Les résultats sont présentés sous forme de tris à plat et quand la profondeur historique le permet, dans une perspective longitudinale parfois d'une trentaine d'années. Ces analyses sont complétées par des croisements socio-démographiques, mises en perspectives etc.
- Plusieurs thématiques sont abordées :
 - Comment a évolué la **préoccupation vis-à-vis de l'environnement** des Français, notamment dans un contexte économique morose?
 - Quels types de **mesures environnementales** les Français sont-ils prêts à accepter?
 - Quelle sont les opinions sur la **fiscalité environnementale** et la **fiscalité carbone**?

Source: Banque d'image Pexels



Sommaire

- p. 6 1. Des enjeux environnementaux présents dans les préoccupations des Français mais moins prioritaires
- p. 13 2. L'acceptation des efforts pour l'environnement reste élevée mais se réduit
- p. 19 3. Quelles marges pour la fiscalité environnementale?
- p. 29 4. Annexes

Principaux enseignements

La question environnementale est prégnante mais marque le pas

- Les Français restent très sensibles à l'environnement.
- Une proportion largement majoritaire de Français a conscience des efforts financiers nécessaires à la transition écologique.
- Toutefois, la question environnementale est en baisse dans les priorités des Français
- La décarbonation de l'énergie est privilégiée par rapport aux solutions de sobriété.
- La mise en place de règles protectrices de l'environnement reste largement acceptée.

La fiscalité carbone semble acceptable pour deux tiers des Français, mais sous condition

- L'acceptabilité des fiscalités environnementale et carbone retrouve des niveaux comparables à ceux précédant l'inflation
- La fiscalité carbone est moins acceptée que la fiscalité environnementale *a-priori* ...
- ... *mais peut convaincre deux tiers de Français selon l'usage des recettes*
 - Le financement de la transition est un argument qui mobilise les récalcitrants.
 - La redistribution monétaire convainc une grande partie de récalcitrants
- La vision d'un système plus juste pour financer la transition passe en grande partie par la taxation plus forte des plus hauts patrimoines et des entreprises, mais aussi par une certaine universalité des aides.



01

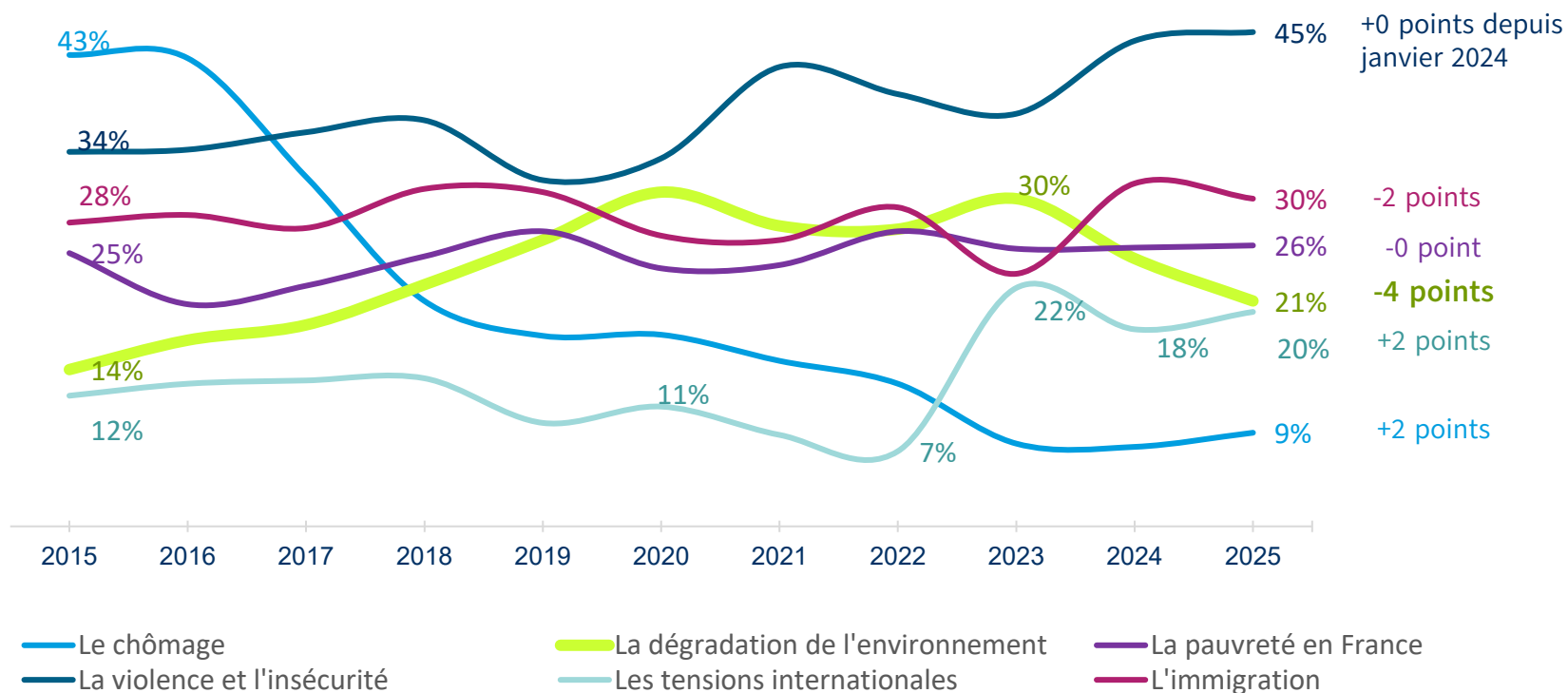
Des enjeux environnementaux présents dans les préoccupations des Français mais qui paraissent moins prioritaires

Source: Banque d'image Pixels

Une préoccupation pour l'environnement élevée mais en baisse face à d'autres sujets

La préoccupation pour la dégradation de l'environnement reste élevée mais se réduit, au profit des tensions internationales et du chômage, alors que les préoccupations concernant la violence et l'immigration dominent

2 premières préoccupations des Français parmi une liste de 11 choix



Source : CRÉDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025

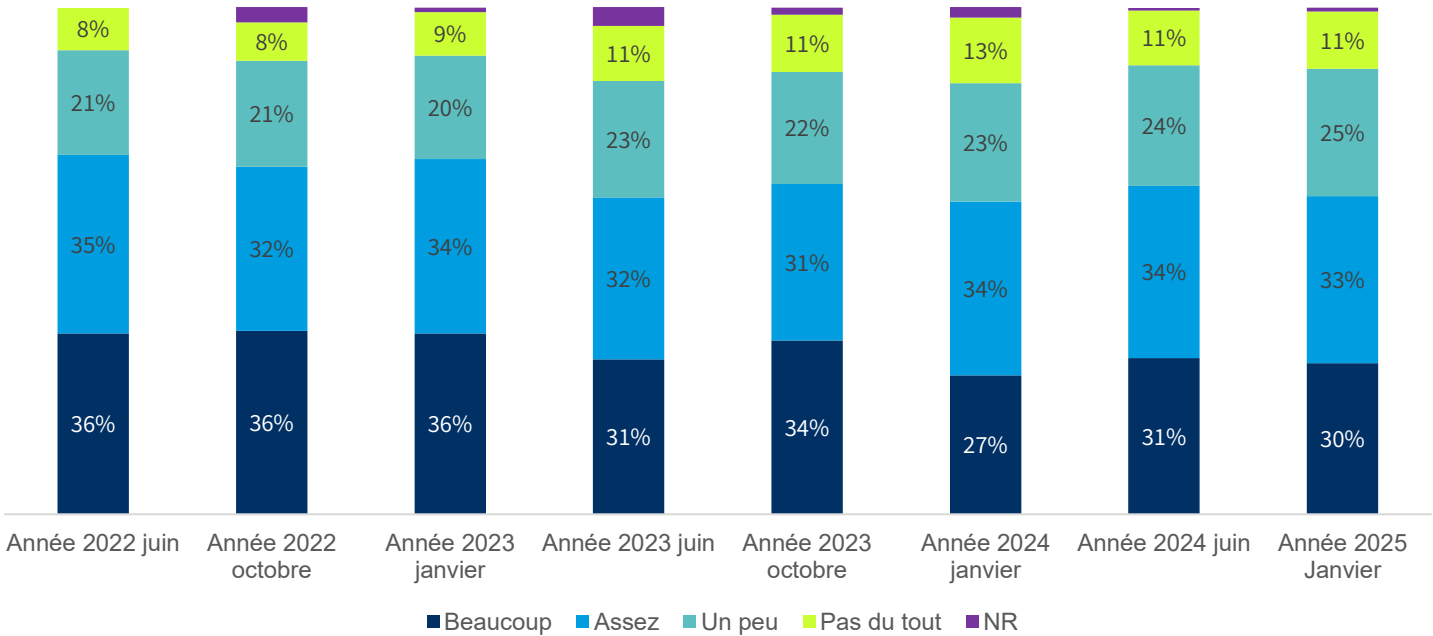
La préoccupation pour l'environnement a baissé pour tous les groupes entre janvier 2024 et 2025, y compris ceux dans lesquels elle est plus forte :

- les moins de 25 ans (de 33% à **27%**),
- les diplômés du supérieur (31% à **29%**),
- le plus hauts revenus (29% à **26%**),
- les cadres (37% à **28%**)
- et les habitants de l'agglomération parisienne (de 29% à **25%**)

Dans un contexte de prise de pouvoir du Président Trump aux Etats-Unis et de guerre en Ukraine, les préoccupations concernant les tensions internationales s'accroissent.

L'inquiétude vis-à-vis du risque climatique est en baisse relative depuis 2022 et stable depuis 2024

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous indiquer si les risques suivants vous inquiètent ? (Changement climatique)
2022-2025

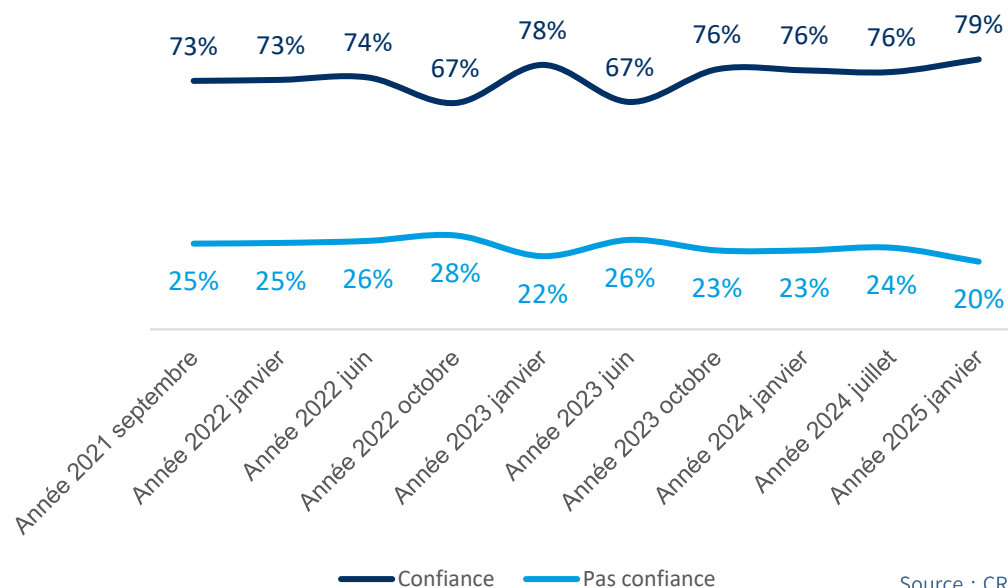


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025

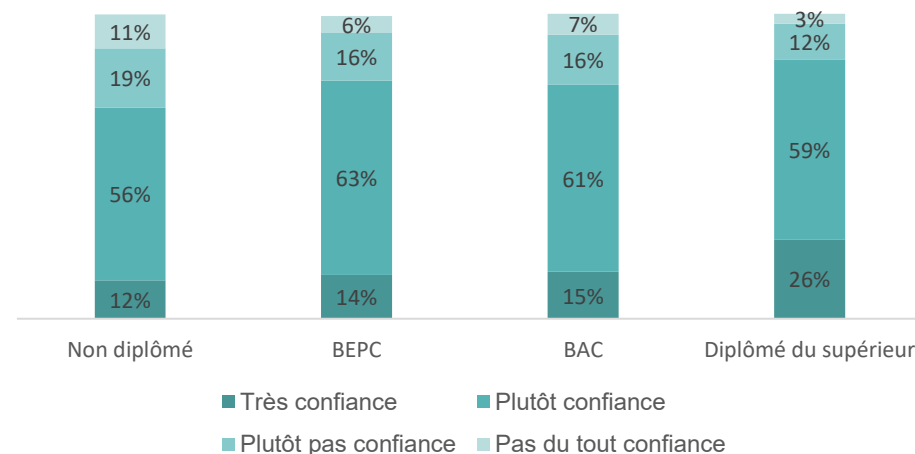
Les Français gardent une forte confiance dans les scientifiques

Une confiance d'autant plus forte chez les diplômés du supérieur

Globalement, avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les acteurs suivants ? (Les scientifiques)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025



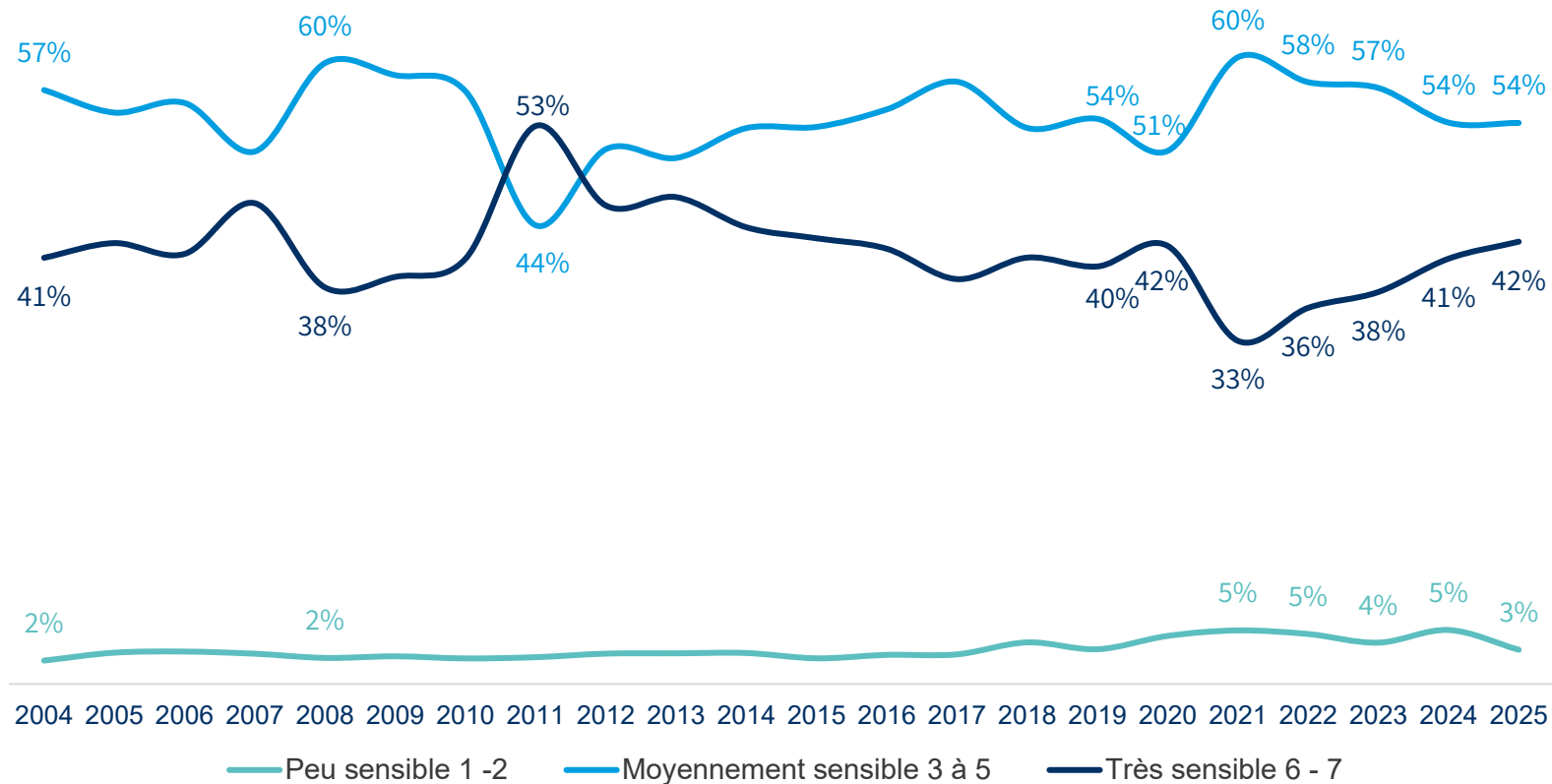
Parmi les personnes déclarant ne pas croire au lien entre l'activité humaine et le changement climatique (7 % de la population), 42 % n'ont pas confiance dans les scientifiques

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour RTE, début 2025

La sensibilité environnementale évolue peu

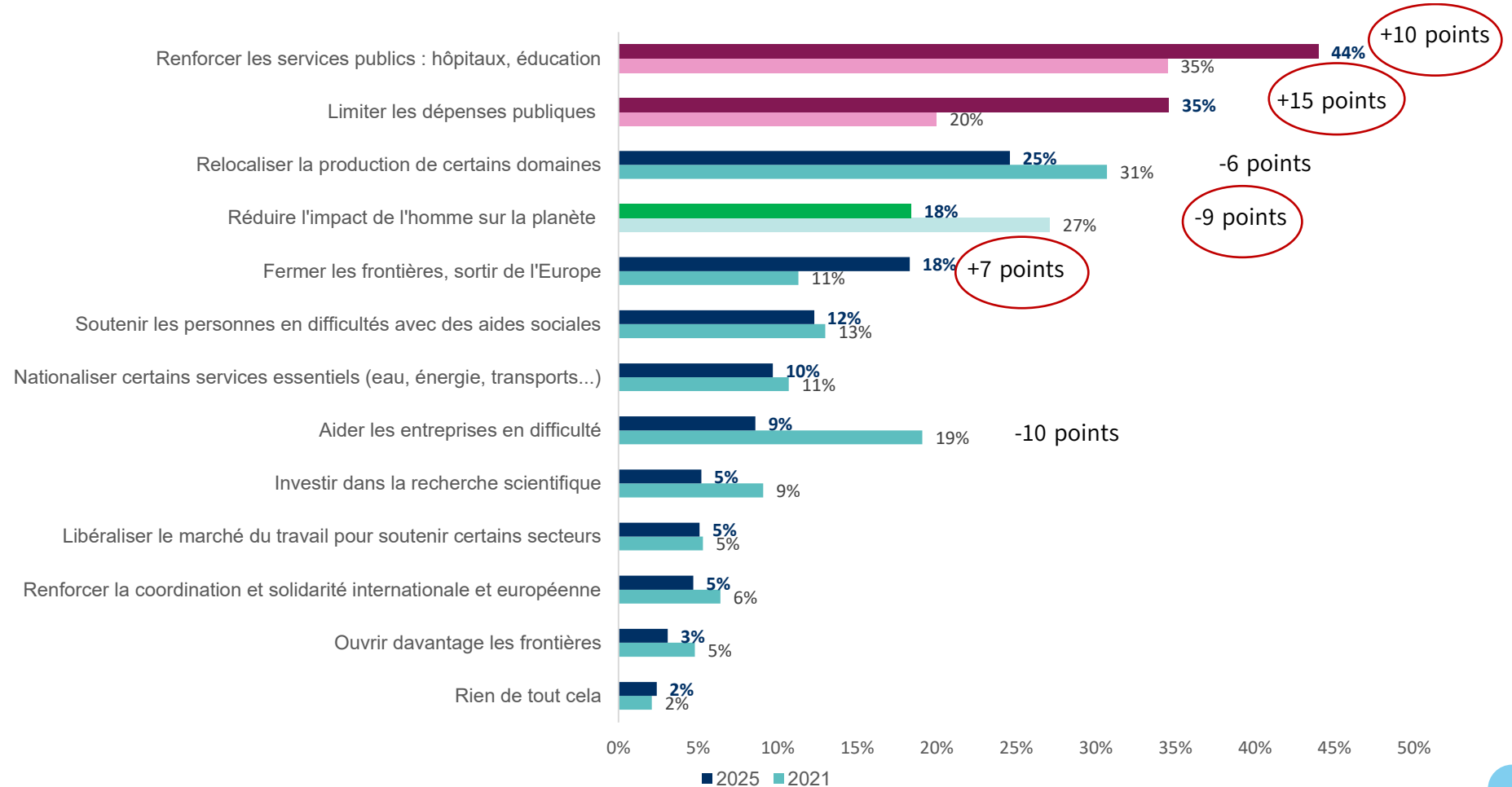
Mais retrouve son niveau de 2020 après la baisse observée en 2021

Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible ». Comment vous classez-vous ?



Une priorité à donner aux services publics et à la dette aux dépens de l'environnement

A votre avis, parmi cette liste, quelles devraient être les deux priorités du gouvernement aujourd'hui ? En premier ? En deuxième ?

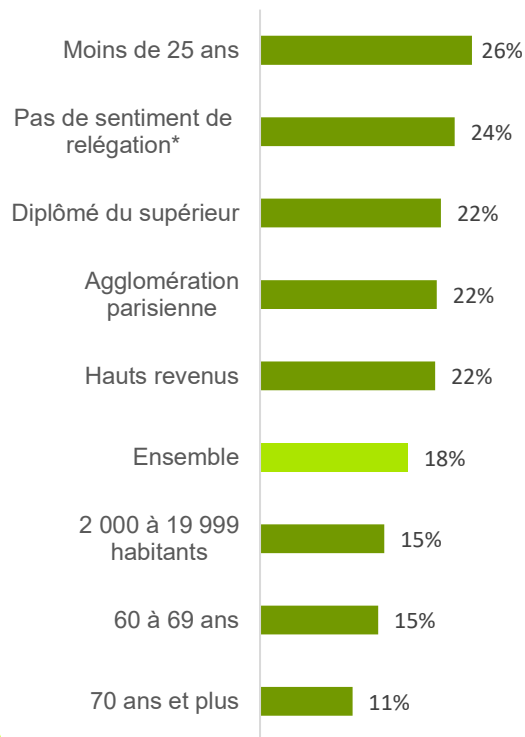


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour RTE, début 2025
Certaines propositions recueillant des suffrages inférieurs à 5% en 2025 n'ont pas été présentées sur ce graphique

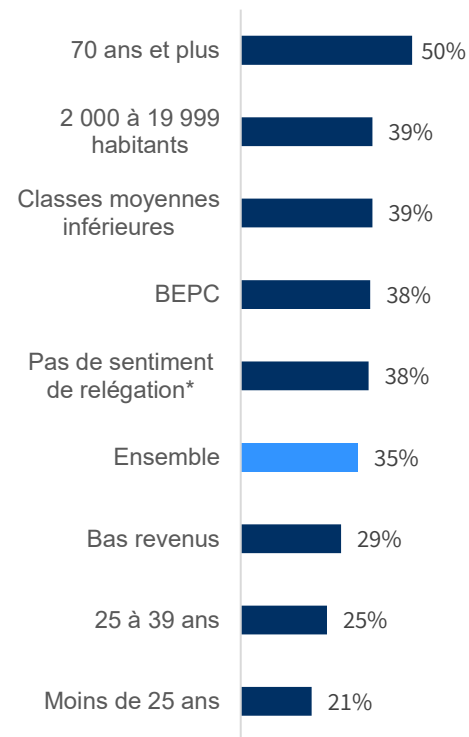
Des visions contrastées des priorités de l'action publique

A votre avis, parmi cette liste, quelles devraient être les deux priorités du gouvernement aujourd'hui ? En premier ? En deuxième ?

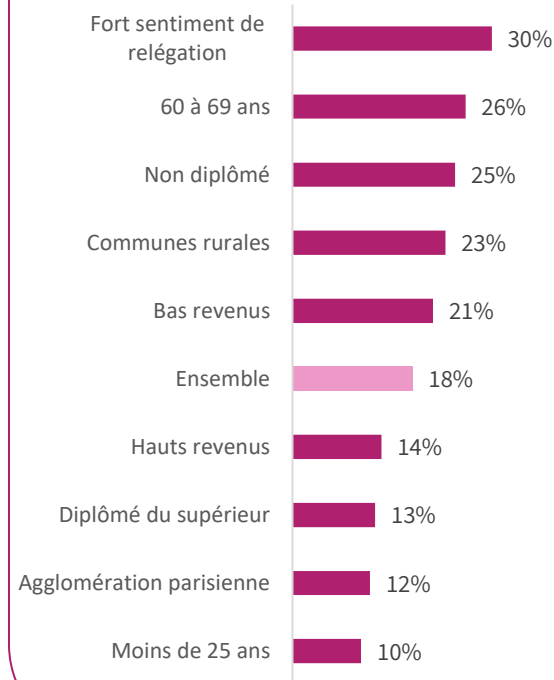
L'action pour réduire l'impact sur la planète séduit d'abord les jeunes et les urbains



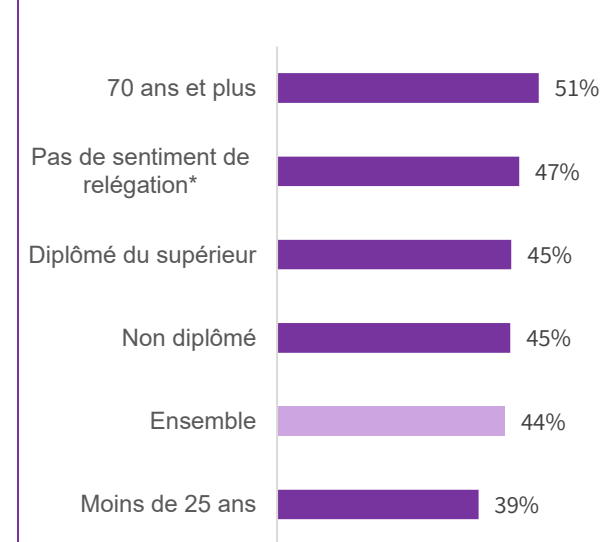
Réduire les dépenses est prioritaire d'abord pour les plus âgés



La priorité pour la fermeture des frontières est fortement présente chez les personnes avec un sentiment d'exclusion élevé



La volonté de favoriser les services publics fait plutôt consensus entre les groupes sociaux



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour RTE, début 2025

*le sentiment de relégation se définit par la réponse à la question « Avez-vous le sentiment d'habiter dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics ? » (réponses possibles : Oui, tout à fait ; Oui, plutôt ; Non, plutôt pas ; Non, pas du tout).

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2025

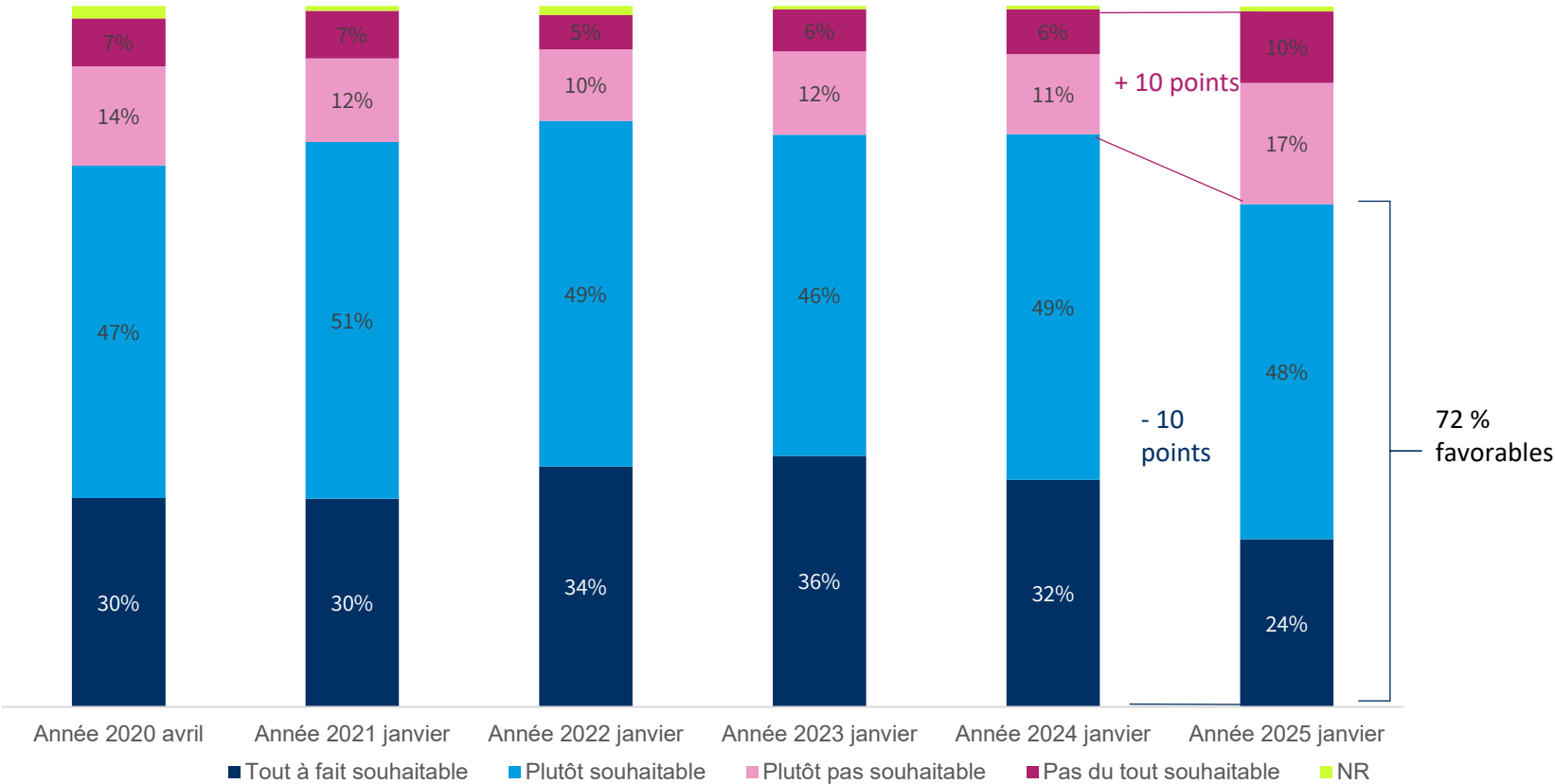
02.

**L'acceptation
des efforts pour
l'environnement
reste élevée mais
se réduit**

Source: Banque d'image Pixels

Les Français s'accordent sur le besoin d'un investissement massif pour lutter contre le réchauffement climatique mais ce soutien est en forte baisse

« Les pays du monde entier ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? »

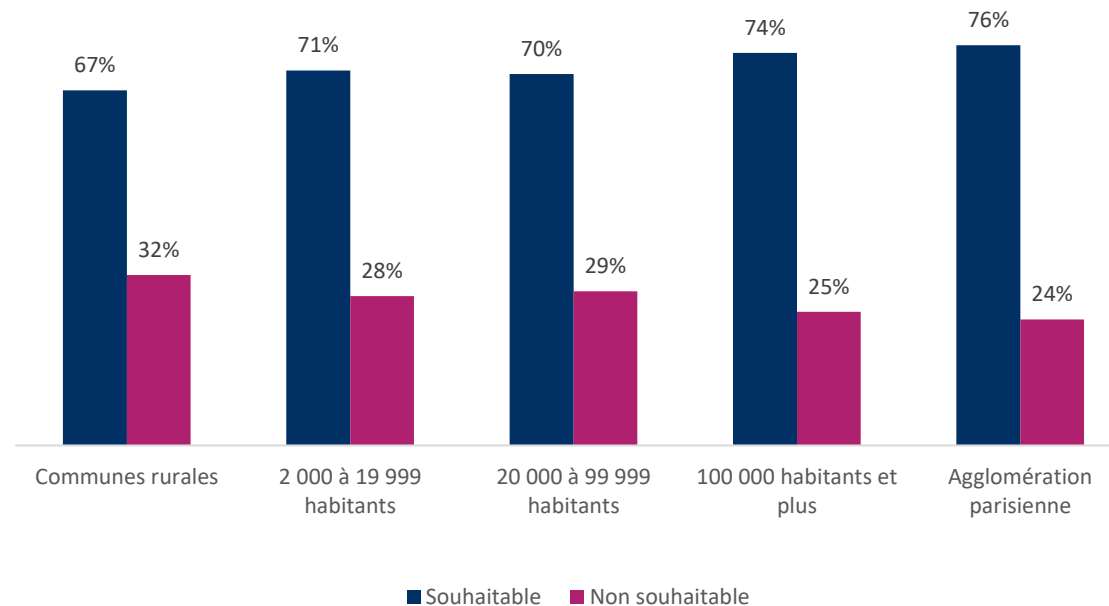


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME.

Un soutien à un plan d'investissement massif d'autant plus fort dans les grandes villes

« Les pays du monde entier ont mobilisé des ressources considérables afin de lutter contre la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus. Pensez-vous qu'une mobilisation de même ampleur soit souhaitable pour lutter dès maintenant contre le réchauffement climatique ? »

(% de personnes favorables)

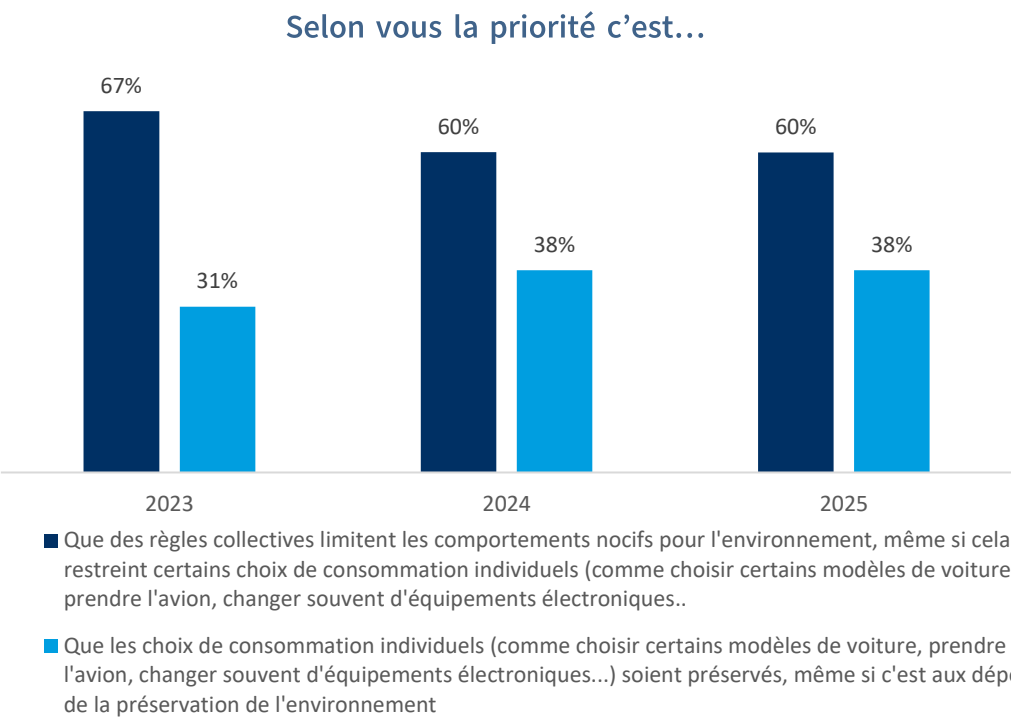


Un soutien plus faible chez :

- les plus de 70 ans (63 %)
- Les non diplômés (62 %)
- Les personnes refusant de payer plus d'impôts (59 %)

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME.

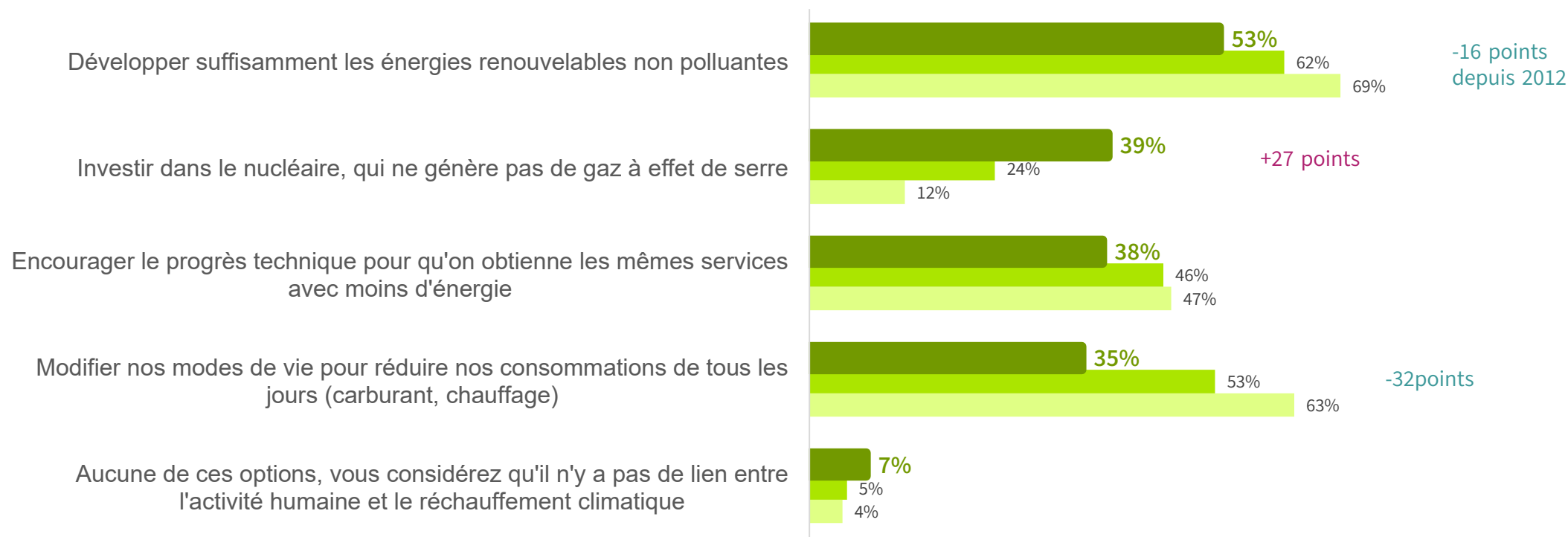
Les Français acceptent en nette majorité la mise en place de règles pour limiter les comportements nocifs à l’environnement



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME.

Face au changement climatique, les Français privilégient le développement des énergies renouvelables et du nucléaire relativement à la sobriété

Face au changement climatique, pour réduire ou abandonner la consommation d'énergies fossiles (pétrole, gaz), quelle option doit-être privilégiée ?



■ Janvier 2025 ■ Septembre 2020 ■ Janvier 2012

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour RTE, début 2025.

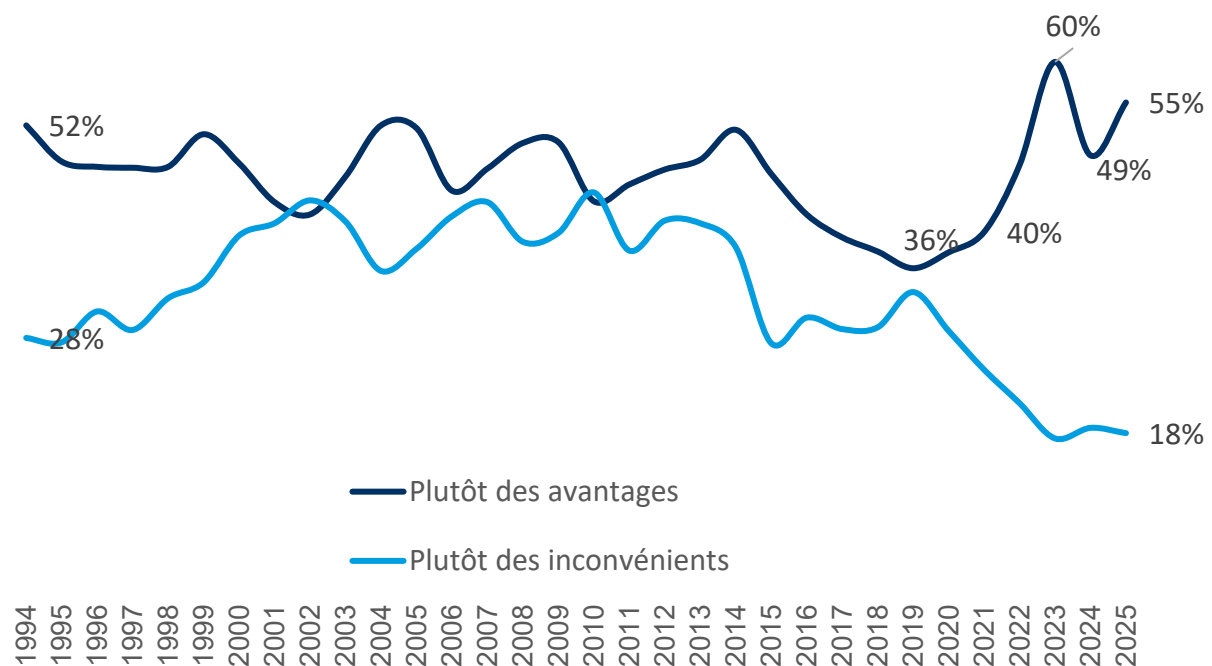
Des détails sont également fournis en [annexe](#)

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2025

L'engouement pour le nucléaire rebondit

Un intérêt en forte hausse depuis la crise énergétique

Le choix du nucléaire pour produire les trois quarts de l'électricité en France présente-t-il, selon vous, plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025

La hausse du prix de l'électricité en 2024, ainsi que les tensions internationales croissantes peuvent expliquer cette forte hausse.

Une option soutenue davantage par :

- Les plus de 60 ans (59% des 60-69 ans et 71% des 70+)
- Les diplômés du supérieur (60 %)
- Les hauts revenus (66 %)



03. Quelles marges pour la fiscalité environnementale?

Source: Banque d'image Pixels

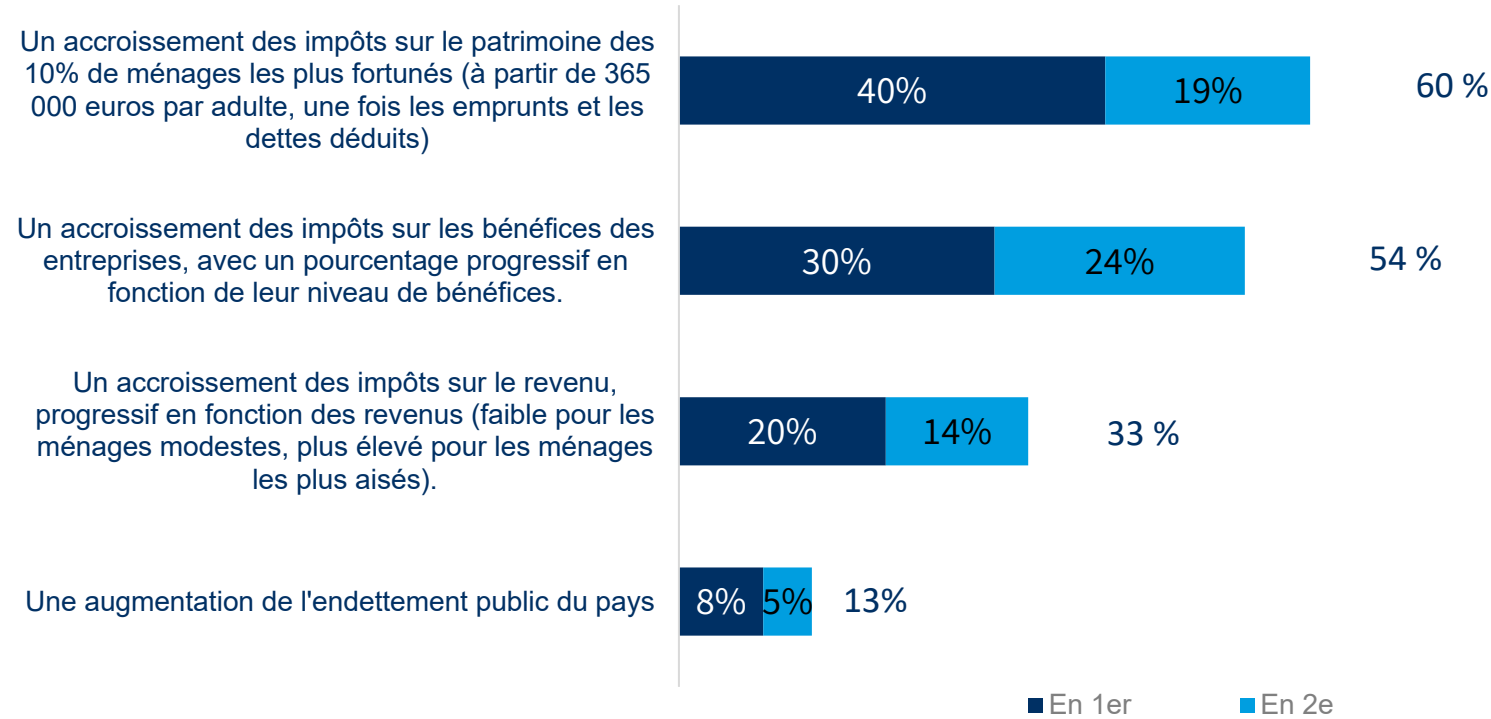


Une volonté de faire peser la fiscalité pour financer la transition climatique sur les hauts patrimoines et les entreprises

« Pour atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2030 et viser la neutralité carbone en 2050, des investissements très importants seront nécessaires dans les prochaines décennies.

Différentes modalités peuvent être envisagées pour financer cette transition climatique. D'après-vous, quelle solution faut-il privilégier ? »

Janvier 2025



Le soutien à une fiscalité sur le patrimoine des plus aisés est élevé en moyenne pour l'ensemble des groupes de niveau de vie, y compris chez les 25% des ménages les plus aisés (37 % mentionnent cette solution en premier dans ce groupe).

Il est plus fort chez les plus âgés (49 % des 60-69 ans et 46 % des 70 ans et plus)

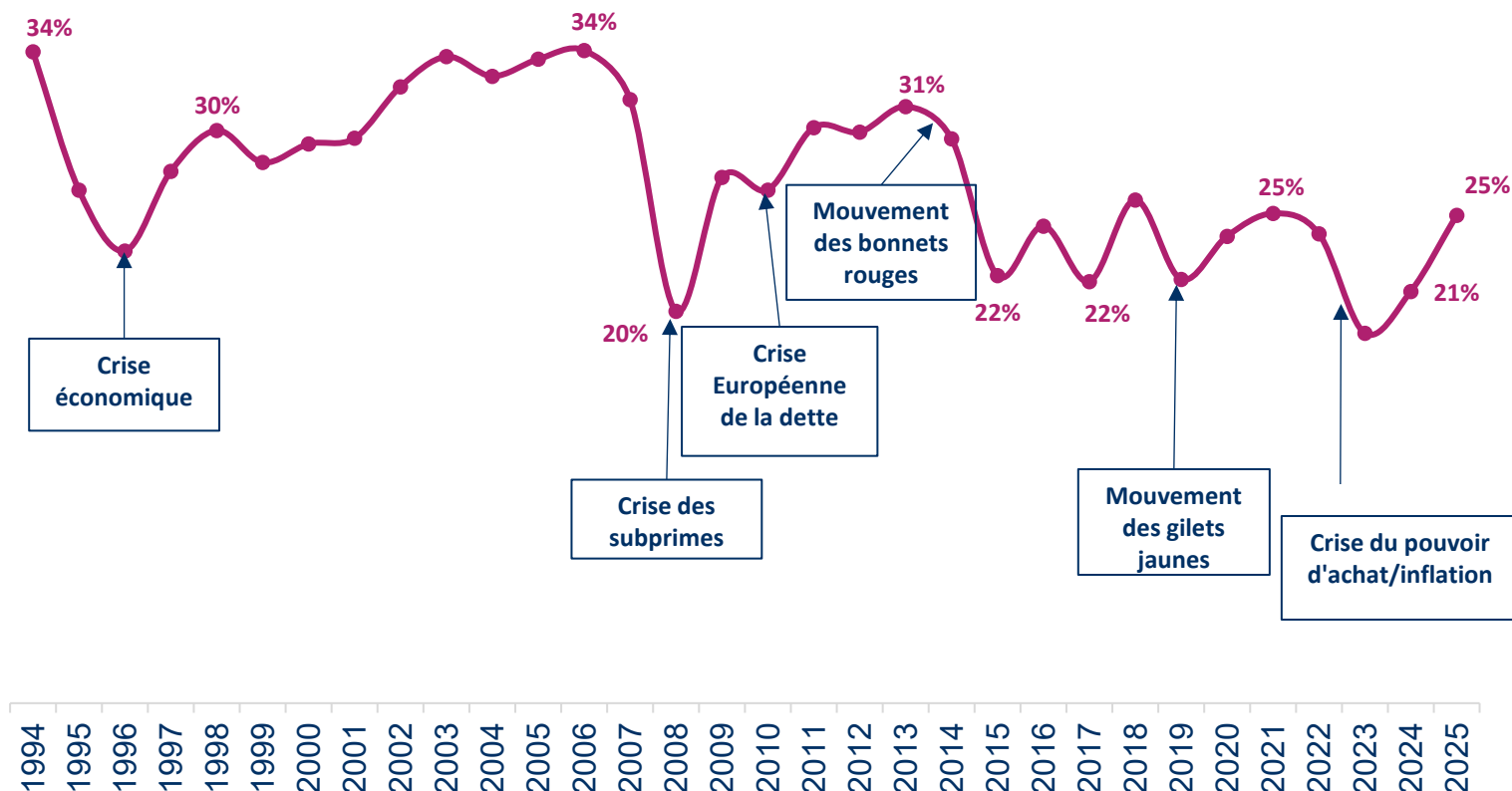
La part de personnes envisageant la dette publique comme solution de financement est très fortement minoritaire. Elle ne change que très peu entre catégories sociales et en fonction des positionnements politiques (entre 8 et 12 % mentionnent).

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME

L'acceptation de la fiscalité environnementale retrouve son niveau précédant la crise du pouvoir d'achat

Part de Français répondant oui à «Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? »

1994-2025



Le niveau d'acceptation de la fiscalité environnementale a retrouvé son niveau précédant la crise du pouvoir d'achat, ce qui est probablement lié au ralentissement de l'inflation et aux débats politiques liés au budget national.

L'acceptation de la fiscalité environnementale présente de fortes divergences qui s'amplifient entre urbains et ruraux

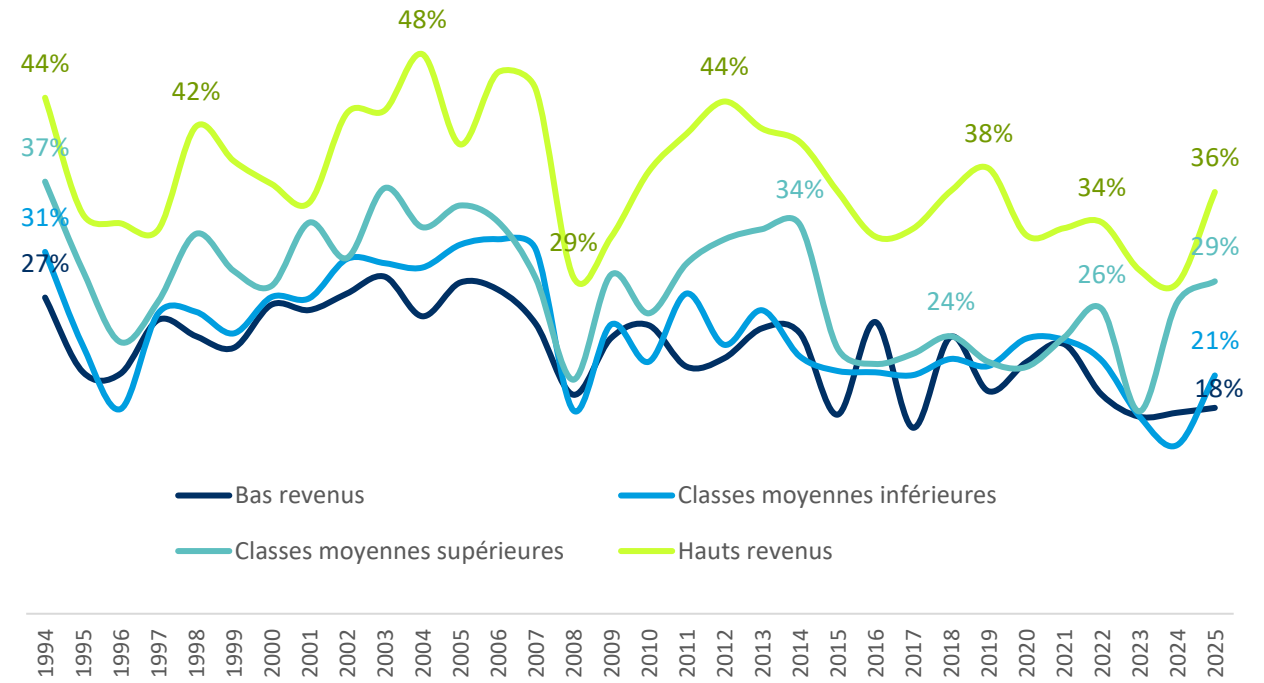
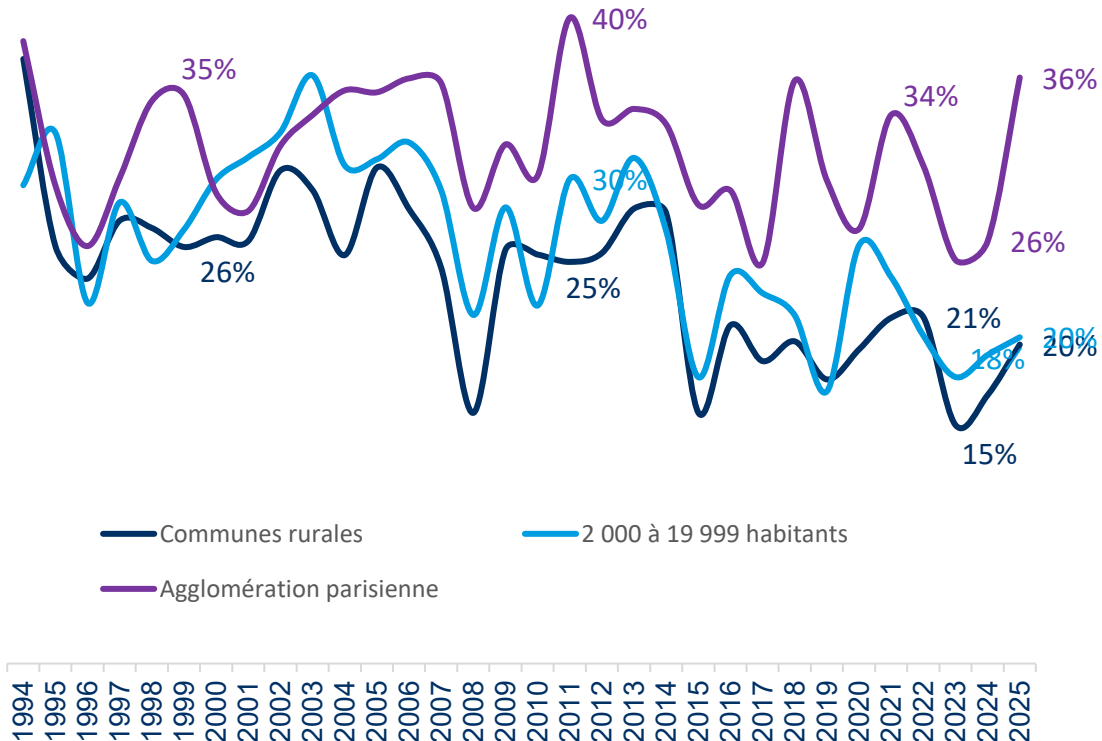
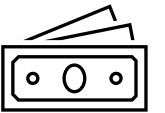
Part de Français répondant oui à « Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt(e), vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? »



Par type de commune

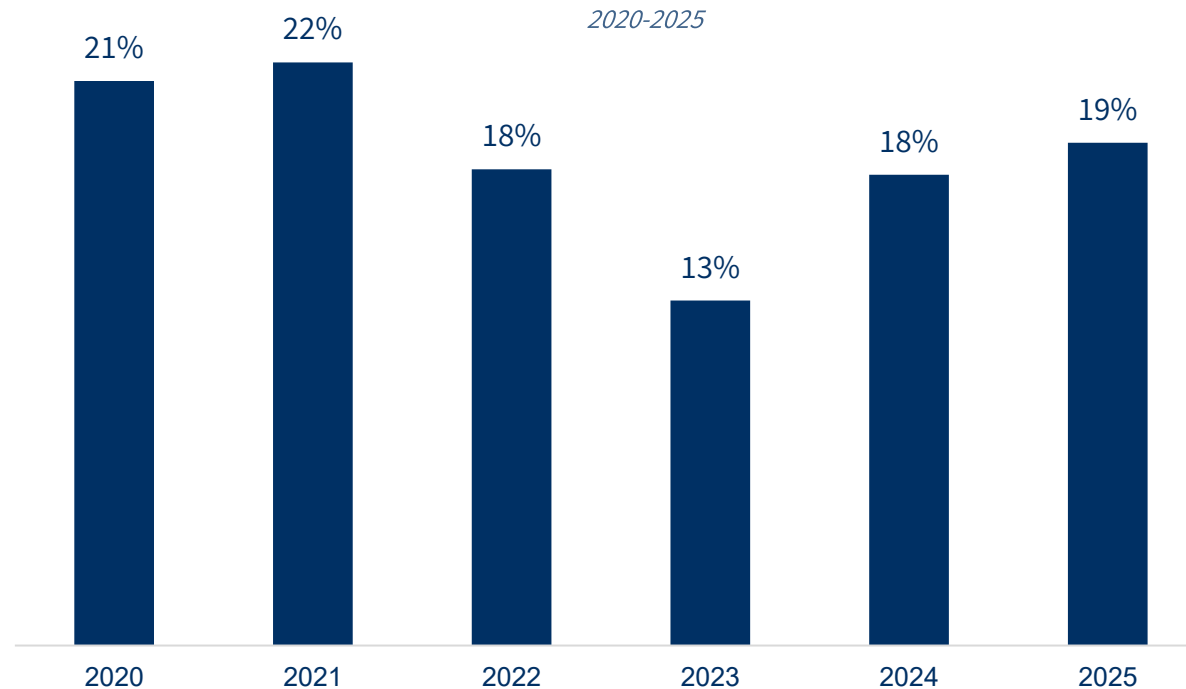
1999-2025

Par niveau de revenu



L'acceptation de la fiscalité carbone est plus faible, mais confirme également un rebond

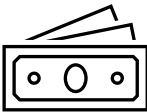
Part de Français répondant oui à : « Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous prêt, personnellement, à payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique ? »



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME

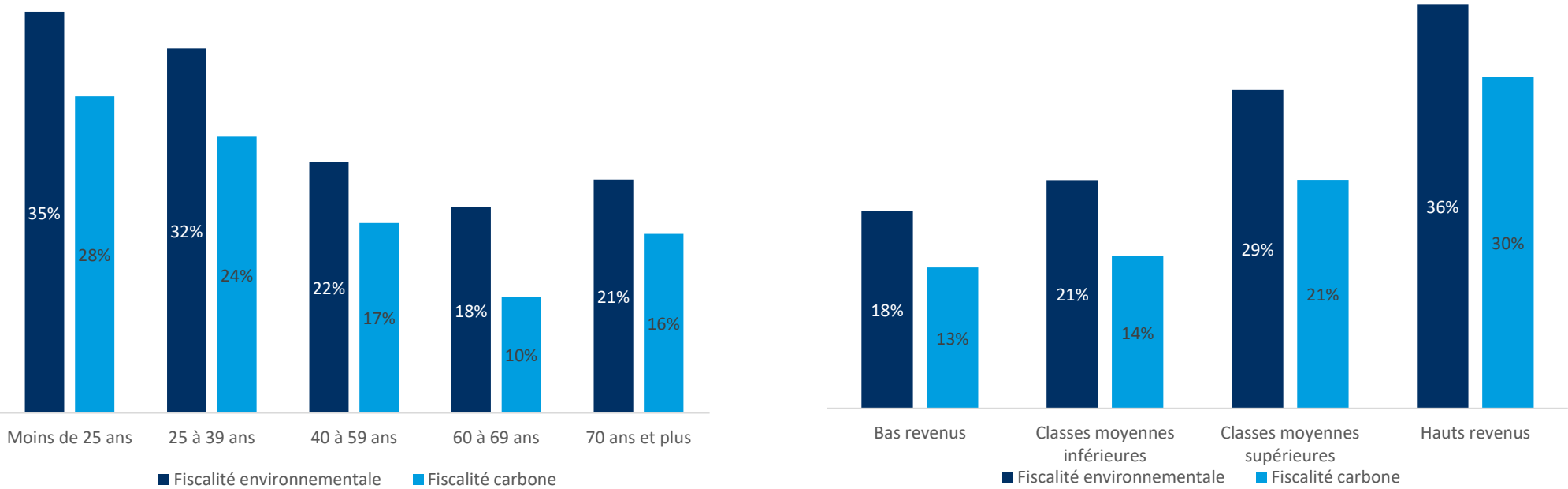
Cette acceptation est **bien plus élevée en agglomération parisienne (28%), chez les hommes (23%), les indépendants (38%), les personnes en couple avec enfants (24%) et les diplômés du supérieur (26%)**

Le soutien pour une fiscalité environnementale ou carbone marque un écart générationnel et entre niveaux de revenus



Soutien à la fiscalité environnementale et carbone en fonction de l'âge et du niveau de revenu

Janvier 2025



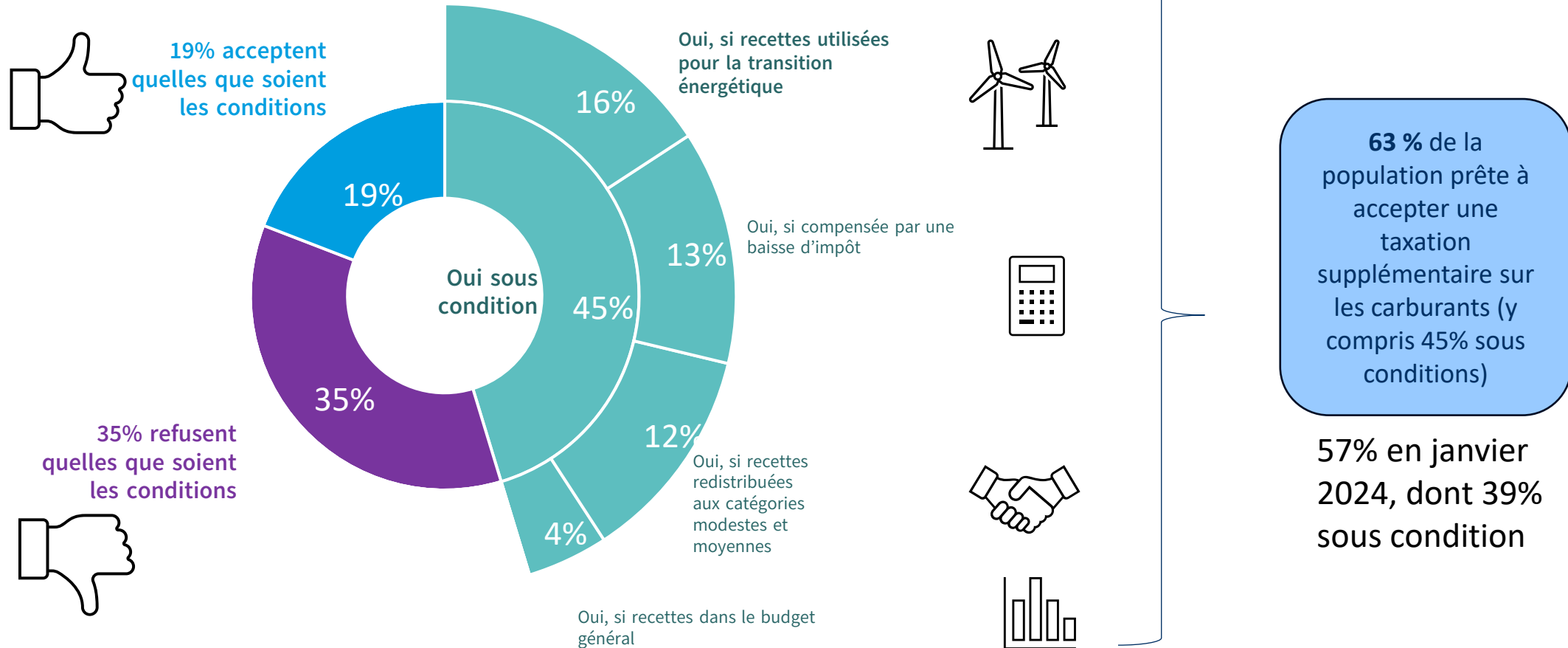
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME
Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2025

Une part croissante des récalcitrants à une taxe carbone seraient prêts à changer d'avis

A condition que les recettes soient redistribuées ou utilisées pour la transition énergétique

Part de Français prêts à personnellement payer plus de taxes sur les carburants, le gaz naturel et le fioul domestique

Janvier 2025

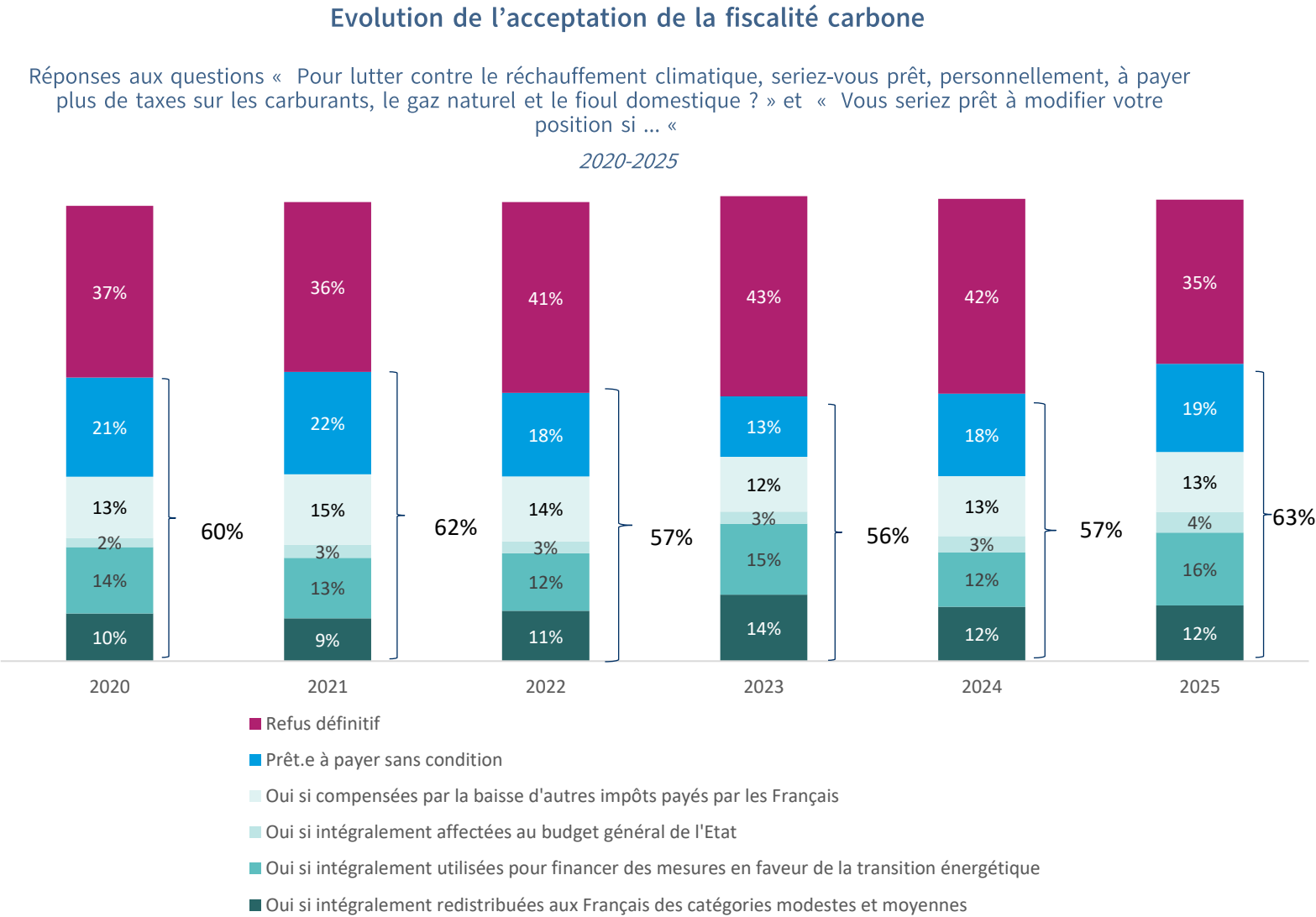


Plus d'un Français récalcitrant sur deux pourrait changer d'avis selon l'usage des recettes

Depuis 2024, la part des récalcitrants prêts à changer d'avis a augmenté en faveur d'un impôt affecté au financement pour la transition énergétique.

La part de refus définitif est au plus bas.

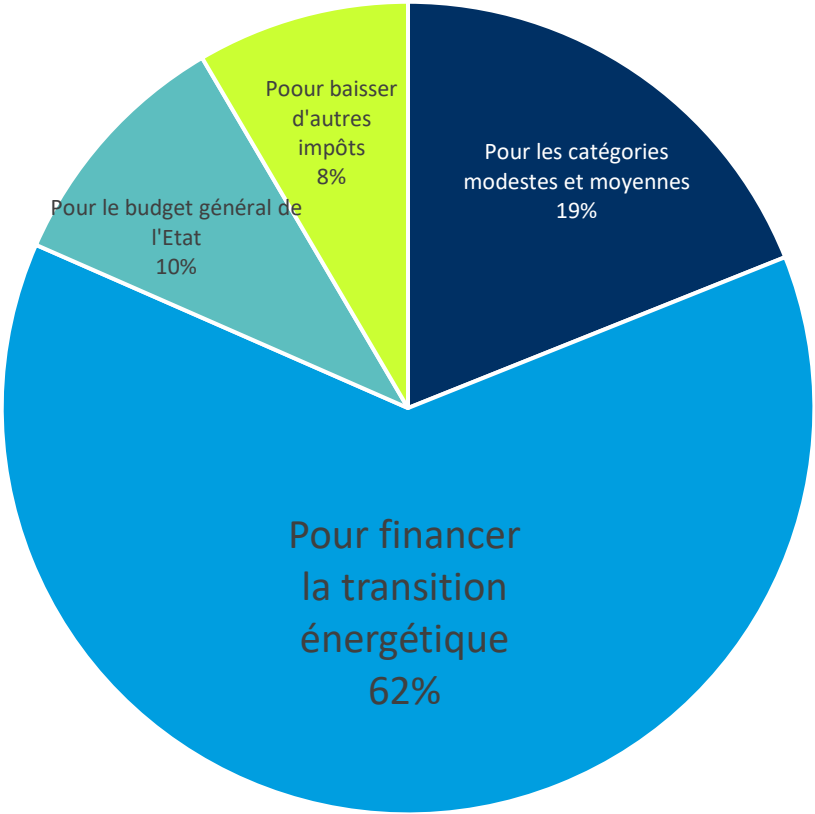
Les plus récalcitrants ont plus tendance à être restreints dans leurs dépenses (71% contre 65% de la population totale)



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC. Question proposée par l'ADEME.

Les tenants sans conditions d'une taxe carbone (19%) privilégient l'accompagnement de la transition par rapport à une redistribution monétaire

Usage des fonds de la taxe carbone
« Idéalement vous préférez que les recettes de cette taxe soient utilisées pour... » chez ceux qui acceptent la taxe carbone sans condition (19% de la population)



Source: enquête Conditions de vie et aspirations, CREDOC, début 2025. Question proposée par l'ADEME.

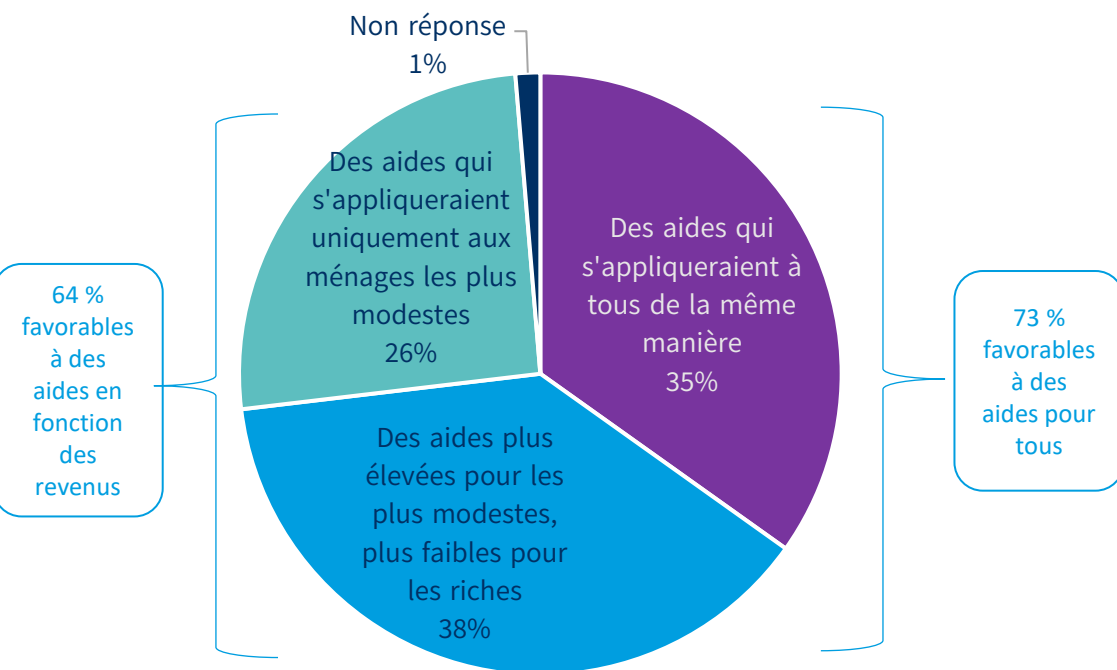
Pour soutenir la transition, la mise en place d'aides accessibles à tous est considérée la plus juste, potentiellement avec une modulation selon le revenu

Les préférences sont d'abord définies par le revenu et l'intérêt personnel

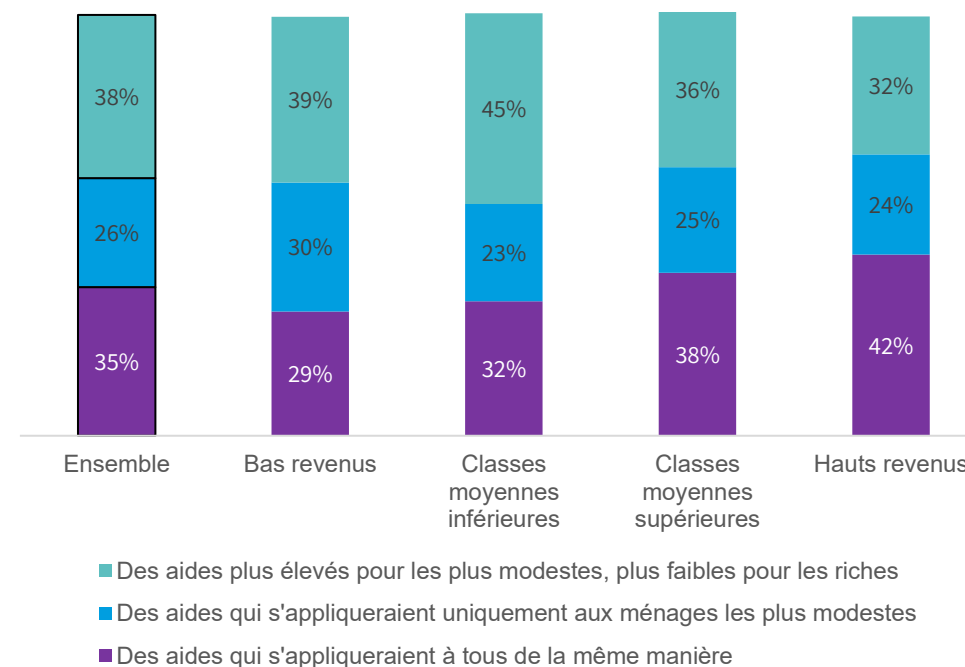
Des aides peuvent permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre : aides à l'acquisition d'un véhicule peu émetteur neuf ou d'occasion, à la location de voitures électriques, à la rénovation énergétique de son logement...

Quelle option considèreriez-vous la plus juste pour réduire les émissions ?

Ensemble de la population.



Par niveau de revenu.



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, début 2025, question ADEME.

Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale. L'opinion des Français en 2025

Annexes

Définition du niveau de vie dans l'étude

Le **niveau de vie** correspond ici à la somme des revenus du ménage sur la racine carrée du nombre de personnes dans le logement c'est-à-dire à une approximation du revenu par unité de composition. Le groupement des personnes par **niveau de vie** suit donc la classification suivante :

- Bas revenus : Entre 0 et 70% de la médiane du niveau de vie (niveau de vie < 1400€ /mois pour cet échantillon)
- Classes moyennes inférieures: Entre 70 et 100% de la médiane du niveau de vie (entre 1 400 et 1 980€/mois)
- Classes moyennes supérieures: Entre 100 et 150% de la médiane du niveau de vie (entre 1980€ et 2980€)
- Hauts revenus: Plus de 150% de la médiane du niveau de vie (2980€ et plus)
- Non réponse: Revenus non renseignés